

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 23, Number 2, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703011ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703011ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1992). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 23(2), 436–444. <https://doi.org/10.7202/703011ar>

14 janvier :

La délégation canadienne à la 48^e session de la Commission des Nations Unies sur les droits de la personne sera dirigée par Mme Anne Park. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 14*, 14 janvier 1992)

7 février :

M. Robert Pedersen et Mme Julie Loranger sont nommés respectivement au poste d'ambassadeur en Norvège et d'ambassadrice à Cuba (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 30*, 7 février 1992)

II – Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1992)

A — Aperçu général

Ce premier trimestre de l'année 1992 était essentiellement marqué par une impulsion des relations commerciales québécoises à l'étranger alors que d'importantes missions à caractère économique étaient réalisées en Chine, au Viêt-nam, au Mexique ou en Scandinavie et que le Premier ministre lui-même se déplaçait à Davos, Zurich, Bruxelles, Munich et Londres.

Du côté législatif, la 2^e session de la 34^e législature de l'Assemblée nationale s'ouvrait à Québec le 19 mars. Au menu des travaux de l'Assemblée au cours des prochains mois, notons le dépôt d'une nouvelle politique culturelle et l'adoption d'une loi sur l'intégration des immigrants¹.

B — Questions économiques et commerciales

À l'instar d'autres pays et gouvernements, le Québec faisait connaître sa réaction au rapport déposé en décembre dernier par le Directeur général du GATT. En résumé, ce projet d'accord rencontre les objectifs du Québec dans les secteurs relatifs au règlement des différends, au fonctionnement du GATT, aux règles de propriété intellectuelle et à la création d'une Organisation multilatérale du commerce, mais des amendements majeurs aux dispositions concernant l'agriculture et les subventions seraient requis². Le gouvernement québécois réitérait l'importance du maintien du système de gestion de l'offre et des programmes de financement agricole à son homologue fédéral lors d'une

1. Michel VENNE, *Le Devoir*, 11 mars 1992, p. A2; *Le Soleil*, 11 mars 1992, cité par *L'Argus*, 11 mars 1992, p. A1; *Lettre du Québec*, vol. 5, no. 7, avril 1992, p.2.

2. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 12 février 1992; Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 12 février 1992, p. A5.

conférence des ministres du Commerce extérieur³ et à ses homologues européens par le biais de la participation de son ministre de l'Agriculture à la délégation canadienne en tournée en Europe⁴ (cf. chronique sur le Canada).

Par ailleurs, le gouvernement du Québec affirmait en fin de trimestre qu'il se pliera à ses obligations internationales en modifiant ses pratiques de commercialisation de la bière pour les rendre conformes aux conclusions du rapport du groupe spécial du GATT sur cette question. Le Québec désire toutefois une période de transition de trois ans pour s'adapter à la concurrence que représentent au sein de son marché la présence de nouvelles bières importées⁵.

C — La Francophonie

Le 20 mars, le Québec soulignait pour une deuxième année consécutive la Journée de la francophonie. Le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, prenait la parole devant le Conseil des relations internationales de Montréal avec un discours rappelant l'existence du lien entre le développement économique et la francophonie. En région, plusieurs institutions et organismes reliés à la Francophonie organisaient diverses activités et des députés de l'Assemblée nationale accueillaient dans leur circonscription des ambassadeurs ou des consuls de pays francophones⁶.

De ce trimestre, on retiendra également la fermeture à compter du 31 mars du Secrétariat permanent des Peuples francophones. Cette décision découle des compressions budgétaires qui ont conduit le gouvernement québécois à ne pas renouveler sa subvention à cet organisme dont le rôle était de maintenir des liens entre les communautés francophones en Amérique. Créé en 1979, le Secrétariat avait ses locaux à Québec⁷.

3. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 11 février 1992; *Le Soleil*, 13 février 1992, cité par *L'Argus*, 13 février 1992, p. A14; Manon CORNELLIER, *Le Devoir*, 13 février 1992, p. A5.
4. *Le Devoir*, 22 février 1992, p. B3; Manon CORNELLIER, *La Presse*, 20 février 1992, cité par *L'Argus*, 20 février 1992, p. A12; voir aussi, *Le Journal de Québec*, 22 février 1992, cité par *L'Argus*, 24 février 1992, p. B9.
5. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 31 mars 1992.
6. Ministère des Affaires internationales, Cabinet du Ministre délégué à la Francophonie, *Communiqué de presse*, 16 mars 1992.
7. *Francophonies*, vol. 4, no 1, mars 1992; Denis LESSARD, *La Presse*, 12 janvier 1992, cité par *L'Argus*, 14 janvier 1992, p. A4; *Le Devoir*, 20 janvier 1992, p. 2.

D — Le Québec et les États-Unis

1 — Séjours aux États-Unis du ministre Ciaccia

Le ministre des Affaires internationales se rendait à deux reprises aux États-Unis au cours du trimestre et, dans les deux occasions, pour des raisons économiques. D'abord, du 3 au 5 février, M. Ciaccia rencontrait à Washington des sénateurs et des fonctionnaires du Département du Commerce pour discuter de l'attitude des États-Unis dans certains dossiers commerciaux, plus particulièrement ceux du bois d'œuvre et du magnésium. Le ministre participait également à l'Assemblée générale du *Global Legislators Organization for a Balanced Environment*, un organisme qui réunit des parlementaires américains, européens et japonais pour discuter de questions environnementales. Il y défendait le projet hydro-électrique de Grande-Baleine⁸.

Pour son autre visite, également en février, M. Ciaccia se rendait en Californie en compagnie de gens d'affaires. Il s'adressait alors aux membres de la Chambre Canada-Californie en plus de rencontrer des représentants du *California State World Trade Commission*, du *Stanford Research Institute*, de *Sun Micro Systems* et de *Rockwell International Space Systems Division*⁹.

2 — Les relations commerciales

Le Département américain du Commerce décidait le 12 février de reporter jusqu'au 27 avril son jugement sur l'enquête concernant les droits compensatoires sur le magnésium québécois vendu aux États-Unis. Grâce à ce délai, le Département américain pourra attendre les résultats de l'enquête de la Commission du Commerce international qui a, à la suite de pressions du Québec, ouvert un dossier sur les agissements de la compagnie américaine ayant porté plainte contre ces exportations. Le Canada a de son côté soulevé cette question devant le GATT¹⁰.

Par ailleurs, la ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, accueillait avec satisfaction la décision de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) de ne pas porter en appel le jugement d'une cour américaine lui interdisant de bannir les produits de l'amiante¹¹. Selon un porte-parole de cet organisme, l'EPA envisage maintenant l'adoption des mesures de réglementation¹².

8. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 3 février 1992; Marie TISON, *Le Devoir*, 4 février 1992, p. A4; Marie TISON, *La Presse*, cité par *L'Argus*, 6 février 1992, p. A3.

9. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 24 février 1992.

10. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué*, 9 février 1992 et *Communiqué de presse*, 12 février 1991 (*sic*); Lina BINSSE, *La Presse*, 10 février 1992, cité par *L'Argus*, 10 février 1992, p. A16; Denis LESSARD, *La Presse*, 14 février 1992, cité par *L'Argus*, 14 février 1992, p. A14.

11. *Le Journal de Québec*, 29 février 1992, cité par *L'Argus*, 2 mars 1992, p. A26.

12. Marie TISON, *La Presse*, 11 mars 1992, cité par *L'Argus*, 12 mars 1992, p. A26.

3 – Les exportations d'électricité

Dans le dossier des exportations d'électricité, la fin du trimestre était marquée par une double annonce. On apprenait en premier lieu l'annulation définitive du contrat de vente de 1000 mégawatts d'électricité à la *New York Power Authority*, un contrat estimé à \$17 milliards négocié en 1989. La NYPA a justifié cette décision en évoquant le prix trop élevé des mégawatts demandés par Hydro-Québec et une baisse de sa demande énergétique¹³. On apprenait ensuite qu'un projet de loi avait été déposé au Parlement du Massachusetts pour interdire aux caisses de retraite des employés de cet État d'acheter des obligations de la société Hydro-Québec. Le ministre des Affaires internationales devait rencontrer le consul des États-Unis à Québec pour lui faire part de ses objections et des représentations étaient faites auprès des autorités fédérales américaines et des parlementaires concernés¹⁴.

E — Le Québec et l'espace européen

1 – La tournée en Europe du Premier ministre québécois

Motivé par l'amélioration des relations commerciales, le Premier ministre québécois effectuait au début de février un séjour en Europe avec pour destination la Suisse, l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni. Son collègue du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérald Tremblay, l'accompagnait pour cette tournée. La première étape de ce séjour, la Suisse, était une occasion pour M. Bourassa de participer, comme il le fait régulièrement, au Symposium économique de Davos. Il rencontrait ensuite à Zurich des gens d'affaires et du monde bancaire¹⁵.

Le Premier ministre du Québec poursuivait sa rencontre des milieux économiques et des investisseurs européens à Munich où il prenait la parole devant le *Canadian German Business Club*. En conférence de presse, M. Bourassa disait ne pas avoir décelé «d'inquiétude profonde» chez les gens d'affaires européens face à la situation politique québécoise et canadienne¹⁶.

Son escale à Bruxelles lui permettait d'aborder le dossier de l'environnement en compagnie d'une vingtaine de députés du Parlement européen sensibilisés aux impacts environnementaux et sociaux du projet de Grande-Baleine. Outre cette rencontre, M. Bourassa s'entretenait des négociations du GATT

13. Catherine LECONTE, *Le Devoir*, 28 mars 1992, pp. A1 et A4; Barrie McKENNA et Jacquie McNish, *The Globe and Mail*, 28 mars 1992, pp. A1 et A2.

14. Michel VENNE, *Le Devoir*, 1^{er} avril 1992, pp. A1 et A4; Bruno BISSON, *La Presse*, 18 mars 1992, cité par *L'Argus*, 18 mars 1992, pp. A11 et A12.

15. Frédéric TREMBLAY, *Le Devoir*, 3 février 1992, p. 2.

16. Voir *Le Journal de Québec*, 9 février 1992, cité par *L'Argus*, 10 février 1992, p. B1; Frédéric TREMBLAY, *Le Devoir*, 3 février 1992, p. 2.

avec le président et le vice-président de la Commission des Communautés européennes¹⁷.

Le séjour de M. Bourassa se terminait à Londres où il était reçu par le Premier ministre britannique, M. John Major, et là encore, il était principalement question d'agriculture et des négociations du GATT¹⁸.

2 – Mission québécoise en Scandinavie

Quelques semaines après avoir accompagné M. Bourassa en Europe, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, débutait le 29 février en Norvège une autre tournée économique. Celle-ci d'une durée de quinze jours le conduisit dans les pays scandinaves et en Asie. La partie européenne de ce voyage formée de la Norvège, la Suède et la Finlande, était principalement consacrée à des discussions sur des dossiers industriels, économiques ou technologiques. Ainsi, M. Tremblay rencontrait des intervenants spécialisés dans la transformation des métaux, la foresterie, les télécommunications, les produits pharmaceutiques et la chimie industrielle¹⁹.

3 – La France

L'Assemblée nationale du Québec adoptait le 19 mars à l'unanimité une motion présentée par le ministre des Affaires internationales pour féliciter le nouveau Premier ministre de France, M. Pierre Bérégovoy, et remercier Mme Édith Cresson de sa contribution au développement des relations franco-québécoises²⁰.

Plus tôt au cours du trimestre, le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, avait effectué une visite officielle au Québec. Il avait profité de ses rencontres avec le premier ministre Bourassa et les ministres Ciaccia et Tremblay pour discuter de projets d'alliances industrielles en aérospatiale, en télécommunications et dans les technologies de l'information. Le ministre Strauss-Kahn a également prononcé une allocution devant la Chambre de Commerce française au Québec²¹.

4 – La Hongrie

La ministre déléguée aux Finances, Mme Louise Robic, rencontrait au cours de la mission qu'elle pilotait en Hongrie du 2 au 6 mars plusieurs responsables de ce pays dont M. Ferenc Madl, le ministre responsable de la

17. Frédéric TREMBLAY, *Le Devoir*, 6 février 1992, p. A2; *Le Devoir*, 7 février 1992, p. A2.

18. *Le Soleil*, 22 janvier 1992, cité par *L'Argus*, 22 janvier 1992, p. A5; Frédéric TREMBLAY, *Le Devoir*, 8 février 1992, pp. A1 et A4.

19. *Lettre du Québec*, vol. 5, no 6, mars 1992, p. 2.

20. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 19 mars 1992.

21. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 18 février 1992.

Supervision des Banques et M. Béla Kadar, le ministre des Relations économiques internationales. Cette mission qui regroupait une cinquantaine de personnes des secteurs de l'industrie, de la finance et des universités coïncidait avec la tenue de la deuxième semaine Québec-Hongrie²².

5 – La Roumanie

En marge du Symposium économique de Davos, le Premier ministre québécois signait avec le Président de la Roumanie, M. Ion Iliescu, une entente de coopération économique dont l'application créera notamment un groupe de travail conjoint afin de développer divers projets de coopération et d'échanges entre les deux gouvernements. M. Bourassa espère également se rendre dans la capitale roumaine au cours de cette année pour poursuivre les efforts de rapprochement entrepris jusqu'à présent²³.

F — Le Québec et le Mexique

Après son escale aux États-Unis, le ministre des Affaires internationales poursuivait l'itinéraire de sa mission économique au Mexique du 27 février au 1^{er} mars. Des représentants de seize entreprises québécoises œuvrant dans les secteurs de l'environnement, la foresterie, la construction de route, l'imprimerie, la géomatique et l'élevage, l'accompagnaient. Le ministre québécois tenait à cette occasion des discussions avec les autorités mexicaines notamment le ministre des Relations extérieures, le maire de Mexico, les gouverneurs de Zacatecas et de Queretaro et des sénateurs de la Commission sénatoriale du Commerce extérieur ou de la Commission des Relations extérieures. Ces discussions portaient sur la libéralisation des échanges nord-américains et la coopération commerciale, technique et scientifique²⁴.

G — Le Québec et le Gabon

Le 27 janvier, la ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie du Gabon, Mme Pascaline Bongo, était de passage au Québec pour officialiser l'entente de coopération intervenue en septembre dernier lors du séjour du ministre Ciaccia dans ce pays. Cette entente intensifie les relations commerciales et les échanges industriels dans plusieurs domaines tels que la santé, l'environnement, le transport et les communications en plus de favoriser les échanges d'experts et l'octroi de bourses d'excellence pour des études supérieures²⁵.

22. *Lettre du Québec*, vol. 5, no 6, mars 1992, p. 2; *Québec Update*, vol XV, no 6, mars 1992, p. 3.

23. *Lettre du Québec*, vol. 5, no 5, février 1992, p.2; Frédéric TREMBLAY, *Le Devoir*, 3 février 1992, p.2.

24. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 24 février 1992 et 27 février 1992.

25. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 27 janvier 1992.

H — Le Québec et l'Asie

1 — La mission du ministre des Affaires internationales

M. Ciaccia dirigeait une autre mission commerciale au cours du trimestre cette fois-ci en Chine et au Viêt-nam du 6 au 20 janvier²⁶. En Chine, le ministre faisait la promotion de la coopération commerciale, particulièrement en hydro-électricité, et universitaire. Les résultats ont été nombreux :

- Signature d'un accord de coopération avec le Bureau des Affaires étrangères du gouvernement du Hubei ;
- Création d'un séminaire conjoint de formation sur le transport urbain et d'un sur la région économique de Shanghai ;
- Entente pour la mise sur pied d'un centre d'études québécoises à la *Shanghai international Studies University* ;
- Organisation d'une exposition commerciale de produits chinois à Montréal et ;
- Accueil de deux spécialistes pour un stage de formation en hydro-électricité au Québec.

Les discussions ont porté sur des sujets tout aussi nombreux. Notons les possibilités d'échanges culturels, l'élargissement de la coopération avec le gouvernement de Shanghai et la mise sur pied d'un bureau commercial de la Chine à Montréal. Par ailleurs, cette mission aura aussi représenté une occasion pour les entreprises participantes de faire progresser certains dossiers ou d'en finaliser d'autres. Ce fut le cas notamment d'un contrat pour la fourniture d'équipements à la centrale de Wangfuzhou et de celui concernant une étude de faisabilité pour la centrale de Shuibuya.

Le Viêt-nam, seconde étape de cette mission, accueillait pour la première fois un ministre québécois. Afin de jeter les bases de leurs relations, le Québec et le Viêt-nam concluaient une entente de coopération économique et technologique qui prévoit la mise sur pied de structures financières pour favoriser le commerce et définit les priorités de coopération (banque, finance, hydro-électricité, télécommunications, transport et santé).

Cette mission permettait aussi une entente entre l'Université du Québec à Trois-Rivières et l'Institut Pasteur du Viêt-Nam et deux ententes entre l'Université Laval et l'École polytechnique de Hô Chi Minh-Ville. De son côté, la Caisse centrale Desjardins parvenait à une entente de principe avec la Banque centrale du Viêt-nam, la *Exim Bank* et la *Incom Bank* pour la structuration des futurs échanges financiers entre le Québec et ce pays. Les autres projets discutés portaient sur l'énergie, le secteur manufacturier, la construction et le transport.

26. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 6 janvier 1992 et 6 février 1992 (3 communiqués); Rollande PARENT, *Le Devoir*, 7 février 1992, p. A5; *Le Soleil*, 8 février 1992, cité par *L'Argus*, 10 février 1992, pp. A15 et A16.

2 – La mission du ministre Gérard Tremblay

Arrivant de Scandinavie, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de Technologie, séjournait ensuite au Japon, en Corée du Sud, à Hong Kong et en Chine pour le volet asiatique de sa mission commerciale. Au Japon, M. Tremblay s'entretenait avec des dirigeants d'entreprises liées à la transformation des métaux tandis qu'en Corée il privilégiait des entreprises de l'industrie automobile et d'aciérie. Par la suite, le ministre rencontrait à Hong Kong des investisseurs dans le domaine de l'électronique et des produits pharmaceutiques puis, en Chine, dernière étape de ce périple, il visitait les provinces de Guangdong et de Jinan, deux régions représentant pour le Québec un potentiel intéressant de transfert technologique²⁷.

I — Chronologie thématique*

Nomination d'un représentant d'Hydro-Québec aux États-Unis

31 janvier :

La Société Hydro-Québec délègue à New York M. Jacques Guevremont, un ancien négociateur de contrats d'électricité à New York et en Nouvelle-Angleterre et vice-président aux marchés externes. M. Guevremont représentera l'entreprise auprès du public américain et de ses partenaires commerciaux. (Catherine LECONTE, *Le Devoir*, 1^{er} février 1992, p. A2; Martin PELCHAT, *La Presse*, 1^{er} février 1992, cité par *L'Argus*, 4 février 1992, pp. A-15 et A16)

Rejet par le Parlement européen d'une motion condamnant Grande-Baleine

13 février :

Le ministre des Affaires internationales du Québec se félicite de la décision du Parlement européen de rejeter la motion d'un député vert, M. Paul Staes, recommandant l'arrêt de la deuxième phase du projet de la Baie James. Une motion semblable avait aussi connue une fin de non-recevoir en décembre dernier. (Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 13 février 1992; Louis-Bernard ROBITAILLE, *La Presse*, 13 février 1992, cité par *L'Argus*, 13 février 1992, p. A13).

Visiteur slovaque à Montréal

20 février :

Dans le cadre d'une tournée nord-américaine, le président du Parti national slovaque, M. Jozef Prokes, est de passage dans la métropole montréalaise. Il se rend notamment au siège social du Parti québécois pour s'enquérir du fonctionnement de ce parti politique et de sa vision du fédéralisme en prévision de la tenue des élections générales qui se tiendront dans son pays cet été. (Mario FONTAINE, *La Presse*, 21 février 1992, cité par *L'Argus*, 21 février 1992, p. A3).

27. *Lettre du Québec*, vol 5, no 6, mars 1992, p. 2.

Entente culturelle entre le Québec et le Danemark

24 février :

La Société générale des industries culturelles du Québec (SOGIC) signe le 24 février un protocole d'entente sur les relations cinématographiques avec l'Institut danois de la cinématographie. De telles ententes existent déjà avec la Suède, la Pologne et la Tunisie. (*Lettre du Québec*, vol. 5, no 6, mars 1992, p.8).

Tournée pan-canadienne d'une mission tchécoslovaque

fin février :

Une délégation tchécoslovaque à laquelle participe deux ministres s'arrête à Montréal pour chercher d'éventuels partenaires économiques et décrire les possibilités d'investissements dans leurs pays. (*Le Devoir*, 27 février 1992, p. A5).

*Entrée en vigueur de l'Entente entre le Québec et Malte*1^{er} mars :

Tel que prévu, l'Entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et Malte signé en avril 1991 prend effet le 1^{er} mars. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 3 mars 1992).

Présence québécoise à une conférence de presse du Front national

mi-mars :

Alors qu'une majorité des diplomates étrangers à Paris rejettent l'invitation du chef du Front national Jean-Marie Le Pen d'assister à une conférence de presse destinée à leur attention, la présence d'un conseiller du Délégué général du Québec à Paris est notée dans les médias français et reprise dans la presse écrite québécoise. Le ministre des Affaires internationales qui est alors questionné à ce sujet à la Chambre des Communes, explique qu'un tel déplacement fait partie du travail habituel confié au personnel de la délégation. (Louis-Bernard ROBITAILLE, *La Presse*, cité par *L'Argus*, 16 mars 1992, p. B4; Michel VENNE, *Le Devoir*, 18 mars 1992, p. A2)

Nouveau représentant du Québec à New York

fin mars :

L'ancien délégué du Québec à Londres, M. Reed Scowen, est pressenti pour remplacer en juin prochain M. Léo Paré au poste de délégué général du Québec à New York. (Josée BOILEAU, *Le Devoir*, 10 mars 1992, p. A2; *Le Soleil*, 12 mars 1992, cité par *L'Argus*, 12 mars 1992, p. A10).